

Actualité

Pour un commerce mondial rééquilibré

Edition : novembre 2001

Les 142 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce

OMC se sont réunis au Qatar. Leur but est de trouver un nouvel accord sur les règles de commerce international.

Le difficile contexte politique a rendu les débats autour du fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce plus vifs que jamais. La menace du terrorisme a encouragé tout le monde à réfléchir sur les causes profondes des conflits, et plus particulièrement sur le sens de l'injustice ressentie dans les pays en voie de développement envers les pays occidentaux.

Et certains Français sont pour favoriser l'équilibre des relations entre tous les pays. Il ne faut pas laisser une fracture mondiale se créer a dit Pascal Lamy, un économiste français, commissaire européen pour le commerce. Il faut rééquilibrer les règles du commerce mondial pour qu'elles profitent davantage aux pays en voie de développement.

ATTAC -l'Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens - est une organisation qui lutte pour la réforme des règles du commerce dans le monde. Son porte-parole, Roland Calba, explique tout d'abord qu'il ne s'agit pas de contester la mondialisation du commerce elle-même:

C'est tout le contraire, c'est tout le contraire. Nous avons besoin d'une organisation mondiale du commerce, bien évidemment, tout l'impose, mais qui fonctionne d'une manière tout à fait différente, avec beaucoup plus de transparence et avec beaucoup plus de garanties et de démocratie.

A l'examen, on perçoit que l'OMC est, d'une part, très mal connue, et a un fonctionnement, pour le moins, qui manque de transparence, nous semble-t-il. Les décisions qui y sont prises, le sont dans des formes qui ne nous paraissent pas être suffisamment démocratiques. Il est tout à fait évident que les pays les plus riches de la planète, notamment ceux qui se rassemblent autour du G7, désormais G8, enfin on pourrait dire G7 et demi, G8, en y incluant la Russie, prennent l'essentiel des décisions, compte tenu de leur puissance économique et font peu de cas ou traitent de manière insuffisante les autres pays de la planète, notamment ceux du sud.

Donc le rassemblement à l'OMC n'est pas pour une disparition de l'OMC. Même discours concernant le FMI, le fonds monétaire international et la Banque Mondiale qui sont deux structures dont la mission est tout à fait utile voire louable, mais dont le fonctionnement n'est pas du tout représentatif de ce que devrait être un fonctionnement démocratique de telles instances.

Et quels pourraient être les résultats concrets d'une telle démocratisation? L'une des réformes pour lesquelles ATTAC milite est la taxe Tobin:

La taxe Tobin c'est une idée d'un économiste américain qui a d'ailleurs été prix Nobel et qui, il y a une vingtaine d'années, a eu l'idée d'une taxe qui... d'un très très faible taux, mais ... taxerait les mouvements de capitaux, spéculatifs ou non. Son idée était de réguler le marché des changes par cette taxe, donc c'est une idée d'un économiste libéral, je tiens à le souligner, américain, d'il y a une vingtaine d'années ... elle a été reprise à l'occasion d'un éditorial du journal Le Monde Diplomatique, Ignacio Ramone, je pense que beaucoup le connaissent, en 98, donc à l'occasion d'un de ses éditoriaux qu'il a baptisé Pour lutter contre la dictature financière des marchés. Donc il a eu l'idée de lancer et de

rassembler autour de cette idée ... , ce qu'il ne savait peut-être pas encore, mais allait devenir un mouvement qui a très vite connu un grand succès dans le public. Donc, est née, très vite, l'association... enfin il a proposé la création d'une association qui s'est appelée ATTAC, qui, à ce moment-là signifiait Action Taxe Tobin pour l'Aide aux Citoyens. Bon, alors on comprend très bien qu'il y a dans le choix du sigle une volonté de faire... de trouver un mot percutant "attaque" et que l'utilisation de Taxe Tobin entrainait très bien dans la construction de ce sigle. Mais très vite ATTAC a abandonné le nom de Tobin, il faut le souligner, et est devenue Action pour... ou Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens.

Avec la taxe Tobin, selon ses supporteurs, on aurait deux bénéfices. On réduirait la quantité de spéculation sur les devises, ce qui est souvent une cause d'instabilité dans les pays en voie de développement. Et on créerait un fonds d'à peu près 300 milliards de dollars par an pour financer des causes humanitaires.

Alors, j'aurais tendance à dire que la taxe Tobin, malgré son très faible taux, pourrait générer des sommes très importantes parce qu'il y a dans une même journée, des sommes considérables d'échange de ces capitaux, de banque à banque ou d'établissement financier à établissement financier, et la taxation à un taux qui est bien inférieur à 1% génèrerait des sommes considérables.

Dans un premier temps, ils imaginent que la taxe pourrait être adoptée à l'échelle Européenne seulement, à cause de l'extrême complexité technique de la démarche:

Si ça doit concerner l'ensemble des pays de la planète, ça semble effectivement, en première approche, extrêmement difficile. C'est la raison pour laquelle certains ont pensé, dans une deuxième phase de réflexion, que ça pourrait ne concerner pour un premier temps et à titre plus d'exemple que d'essai, uniquement les pays de l'Union Européenne.

Ce qui nécessiterait des contrôles plus stricts sur ceux qui essaient d'échapper à l'impôt:

D'autres cibles d'ATTAC sont par exemple les paradis fiscaux, c'est-à-dire l'éradication de ces niches où l'argent circule sans aucun contrôle et en échappant à toute taxation.

L'Union Européenne, sous la pression de la France, a même commencé récemment une étude sur la taxe Tobin. Les militants d'ATTAC sont mesurés dans leur réaction:

On pourrait penser, bien sûr, en première lecture, que ça aurait dû être accueilli très favorablement, mais quand on a observé les atermoiements de Lionel Jospin et de son équipe gouvernementale pour aborder le problème Tobin, on peut avoir quelques doutes. On sait très bien qu'il y a une époque très récente, Laurent Fabius se montrait très réticent, voire opposé à ... au principe de la taxe Tobin. Il proposait en échange une taxation, par exemple, du marché des armes, c'est très récent, il y a quelques semaines. Et puis on apprend, au retour de leurs vacances, à l'interview qu'a accordé Lionel Jospin à TF1, je crois, qu'il est tout d'un coup favorable à l'examen au moins d'une taxe Tobin. Et lui emboitant le pas, à la sortie de leur université d'été, du PS, Elisabeth Guigou a eu une déclaration sans réserve à l'égard de la taxe Tobin. Alors ce sont autant de choses qui, à la fois nous... devraient nous réjouir mais qui nous laissent, quelque part, un petit peu sceptiques et sur une certaine réserve. Alors bien évidemment on peut évoquer l'approche des échéances électorales et penser qu'il y a là, peut-être, une manière d'utiliser un sujet sensible désormais dans l'opinion pour se gagner une part d'électorat

Nous-mêmes avons demandé au ministre des finances Laurent Fabius s'il était sérieux dans son soutien à la taxe Tobin, ou si c'était un geste électoral.

Aujourd'hui, non, merci.

a-t-il répondu de façon catégorique. Oui mais quand, l'histoire ne le dit pas, c'est un sujet sensible, à l'évidence.

S'ils ont perdu la foi dans les politiciens actuels, il reste aux adhérents d'ATTAC la solution de créer un parti politique à l'échelle internationale:

Ce n'est pas du tout, du tout d'actualité. Certains y pensent. .. ATTAC est bien

évidemment un mouvement politique mais n'est pas un parti politique, n'est pas une formation politique, ça c'est la situation aujourd'hui. Je ne sais pas ce que sera l'avenir.

Les militants d'ATTAC jouent sur le long terme.